



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
34 avenue Maunoury  
BP 60723  
41007 Blois Cedex

Blois, le 27/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ICOPAL (Décharge)**

30 rue Poterie  
41170 Cormenon

Références : 2024 / 679  
Code AIOT : 0010004803

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement ICOPAL (Décharge) implanté Le Boulay 41170 Cormenon. L'inspection a été annoncée le 05/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ICOPAL (Décharge)
- Le Boulay 41170 Cormenon
- Code AIOT : 0010004803
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ancienne décharge de stockage de déchets liés à l'activité de l'usine

### Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi du site	Arrêté Préfectoral du 11/12/2002, article II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Accès à la décharge	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
3	Servitudes	Code de l'environnement du 24/09/2024, article L.515-12	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suivi du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2002, article II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi
<b>Prescription contrôlée :</b>  La surveillance et le suivi du site doivent notamment comprendre les opérations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'entretien esthétique régulier ;</li> <li>• l'entretien et la réparation des clôtures ;</li> <li>• la réalisation de relevés topographiques et d'observations géotechniques ;</li> <li>• le maintien des profils topographiques nécessaires à l'écoulement des eaux de ruissellement.</li> </ul> L'exploitant doit effectuer une visite des lieux au moins une fois par trimestre.
<b>Constats :</b>  Le site est correctement entretenu et les clôtures sont en bon état. La zone est correctement profilée pour permettre l'écoulement des eaux de ruissellement. <b>Aucun relevé topographique n'a toutefois pu être présenté.</b> <b>Le suivi des entretiens et des passages sur site doit par ailleurs être formalisé au travers d'un registre.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°1] formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Accès à la décharge

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'accès à la décharge est interdit aux tiers. Cette interdiction doit être signalée par l'exploitant notamment à proximité des issues. Le site doit être entourée d'une clôture réalisée en matériaux résistants et d'une hauteur minimale de deux mètres. Toutes les issues doivent être fermées à clef en dehors des visites de surveillance, des opérations d'entretien ou des interventions prévues dans les dossiers susvisés ou fixés par le présent arrêté.
<b>Constats :</b>  La zone est correctement clôturée et fermée par un portail.  Un panneau signalant l'interdiction d'accès doit toutefois être mis en place.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°2] formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 3 : Servitudes

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2024, article L.515-12
<b>Thème(s) :</b> Autre, SUP
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, les servitudes prévues aux articles L. 515-8 à L. 515-11 peuvent être instituées sur des terrains pollués par l'exploitation d'une installation, sur l'emprise des sites de stockage de déchets ou dans une bande de 200 mètres autour de la zone d'exploitation, ou sur l'emprise des sites d'anciennes carrières ou autour de ces sites sur des surfaces dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone. Ces servitudes peuvent, en outre, comporter la limitation ou l'interdiction des modifications de l'état du sol ou du sous-sol, la limitation des usages du sol, du sous-sol et des nappes phréatiques, ainsi que la subordination de ces usages à la mise en œuvre de prescriptions particulières, et permettre la mise en œuvre des prescriptions relatives à la surveillance du site.
<b>Constats :</b>

Le rapport établi par ANTEA en 2000, à la fin de l'activité, a été transmis à l'inspection par courriel du 25/09. Selon ce dernier, les principaux déchets stockés sont des déchets de matières premières, des déchets de matières élaborées, des emballages et des gravats (suite à un incendie). **Afin de garder la mémoire des activités passées, l'exploitant doit donc déposer un dossier de SUP.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°3] formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois